

La Vie Internationale

Armements, Economie, Colonies

10 x 25 49
10 décembre 1949

On s'est un peu détourné de la guerre froide dont les incidents se répètent sans varier beaucoup, pour mesurer les progrès de l'entente militaire entre les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale. Le voyage du général Bradley, les interviews et commentaires ont laissé une bonne impression. Là dessus est venue la résolution anticolonialiste de l'O.N.U. et l'optimisme en a été quelque peu refroidi.

L'accord militaire de Paris.

L'Etat-Major américain a mis au point les préparatifs d'application du prêt d'aide militaire d'un milliard de dollars décidé par le Gouvernement; on a discuté stratégie, effectifs.

Deux points acquis: l'Europe sera défendue sur l'Elbe ou sur le Rhin, — l'Allemagne ne sera pas réarmée, pour le moment du moins.

Il ne faudrait pas se faire d'illusion sur la valeur de ces plans de campagne éventuels. Les dispositifs défensifs ont presque toujours été déjoués au début d'une guerre et il est presque sûr que rien ne se passerait comme prévu, au cas d'attaque russe. Plus que jamais, on ignore ce qui peut sortir des laboratoires et des usines; sans compter les surprises sur le terrain, les risques de cinquième colonne et le moral des soldats.

Ces jeux de militaires nous laissent, par suite d'une triste expérience, sceptiques. Mais l'intention est reconfortante. Les Américains semblent avoir réussi à rallier à leurs vues les états-majors européens, mieux même, les avoir réconciliés! Cela suffit à remonter le courant défaitiste qui emportait à la dérive le moral des continents. Ils prévoyaient la réédition de 1939, une occupation éclair et une libération à longue échéance qui ne libérerait que des ruines.

Ce qui a décidé les Américains à se défendre avec leurs alliés sur le continent même, ce sont les difficultés prévues sur mer. Malgré d'actives recherches scientifiques, le danger des sous-marins Shorkel est plus grave que jamais ne fut menacé sous-marine. Et les Russes en possèdent une trentaine et en construisent sans arrêt. Malgré son écrasante supériorité, la flotte de surface serait impuissante à protéger des convois. Ravitailler une armée est possible, en débarquer une non. Il faut donc avoir les moyens de tenir sur place, si possible.

Les débats économiques.

Les projets Italie-France-Bénelux présentés par la France se sont aussitôt heurtés à des difficultés majeures. On s'y attendait. Sur le plan financier on pourra aboutir; sur le plan commercial et industriel il faudrait un accord exhaustif minutieux qui comporterait des sacrifices considérables de chacun, un remaniement des productions, une répartition nouvelle des marchés, un nivellement des prix.

La bonne volonté ne manque pas, mais personne ne veut abandonner ses avantages. De plus la Hollande qui a vu ses espoirs trompés dans l'association Benelux tourne ses regards vers l'Angleterre avec laquelle une coopération lui paraît plus avantageuse. En faisant de la surenchère, en proposant un plan trop vaste, elle a d'emblée poussé les négociations au point mort.

Les Anglais de leur côté pour contrecarrer une entente continentale qu'ils redoutent, ont fait aux trois pays scandinaves des propositions d'union douanière qui ont rencontré un accueil favorable, même du côté suédois. La Suède qui a eu des déboires commerciaux avec les Soviets et ne compte plus guère sur le marché allemand fait affaire avec les Anglais, si ceux-ci y mettent le prix. La Hollande aidant, le bloc économique continental, s'il finissait par se constituer se trouverait en face d'un autre bloc. Pour peu qu'une lutte de tarifs s'ensuive le nouvel état de choses serait pire que l'actuelle mosaïque d'économies à demi ouvertes. Comme on voit on est loin d'une communauté européenne en la matière. On s'en doutait un peu.

Les résolutions de l'O.N.U.

Comme nous le disions le préjugé anticolonialiste se fait plus agressif que jamais aux Etats-Unis. Quand une idéologie devient passionnelle chez un peuple, l'intérêt et la raison perdent leurs droits. Les Nations-Unies ont donc voté à une grande majorité une série de résolutions — d'ailleurs juridiquement illégales — qui tendent à soumettre les puissances coloniales à un contrôle de plus en plus étroits sur leurs activités dans les territoires qu'elles administrent, contrôle social, politique et économique. Le paradoxe c'est que des pays où comme chacun sait, les droits de l'homme sont respectés et la liberté florissante comme par

exemple, le Guatemala ou la République Dominicaine, sans parler de l'U.R.S.S., auraient droit d'envoyer des enquêteurs vérifier les conditions de travail, d'hygiène, de représentation parlementaire des indigènes du Congo Belge, de la Nigéria ou de l'Afrique du Nord.

Ces résolutions, bien entendu, resteront lettre morte, mais elles suffiront à attiser les foyers d'agitation qui se répandent dans les colonies africaines et autres. Cela pour le bénéfice du bolchevisme. M. Vichinsky, à Lake Success était ravi. Il y a de quoi. Le Département d'Etat Américain est parfaitement conscient du danger que représenterait l'anarchie et le sabotage dans des territoires dont les ressources seraient taries pour longtemps. Mais il est prisonnier de la politique Roosevelt. Il a peur de paraître favoriser les puissances coloniales et de perdre la confiance des pays soi-disant libres. Il sait pourtant que ses difficultés actuelles à Panama par exemple, pour ne rien dire de ce qui se passe au Venezuela, en Colombie et au Pérou, ne sont qu'un avant goût de celles que rencontrerait le commerce américain, si les colonies devenaient autonomes.

Le flottement présent de la politique des Etats-Unis devant le problème Chinois et Indochinois est une autre preuve de ce malaise. Ce n'est pas la première fois que les Démocraties prisonnières de leurs principes donnent ainsi des armes aux dictatures. Devant cette faiblesse, celles-là ont beau jeu.

CRITON.